

Tunisie - Diagnostic Systématique Pays

Réhabiliter la confiance et répondre aux
aspirations des citoyens - Pour une Tunisie
plus prospère et inclusive

Sommaire Exécutif



GRUPE BANQUE MONDIALE

Septembre 2022

Tunisie - Diagnostic Systématique Pays

Réhabiliter la confiance et répondre aux
aspirations des citoyens - Pour une Tunisie
plus prospère et inclusive

Sommaire Exécutif

© International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank

1818 H Street NW, Washington DC 20433

Internet: www.worldbank.org;

Telephone: 202 473 1000

This work is a product of the staff of The World Bank. The findings, interpretations, and conclusions expressed in this work do not necessarily reflect the views of the Executive Directors of The World Bank or the governments that they represent. The World Bank does not guarantee the accuracy of the data included in this work. The boundaries, colors, denominations, and other information shown on any map in this work do not imply any judgment on the part of The World Bank concerning the legal status of any territory or the endorsement or acceptance of such boundaries.

Rights and Permissions

The material in this work is subject to copyright. All queries on rights and licenses, including subsidiary rights, should be addressed to the World Bank

Cover image - David Lloyd

Internal photographs - Courtesy of the World Bank Flickr library

Cela fait maintenant une décennie que la Tunisie a amorcé sa transition sociale, politique et économique et que le pays évolue sur une trajectoire jalonnée d'instabilité et d'incertitude, sur fond de mouvements contestataires.

La transition – mue par un élan d'espoir et des aspirations qui ont trouvé écho bien au-delà des frontières du pays – a appelé à plus de liberté et de dignité, au renforcement de la participation politique, à la consécration de la liberté d'expression et à la multiplication des opportunités et occasions d'inclusion. Ce cheminement a vite porté ses fruits, en amenant une plus grande ouverture démocratique, en libérant la parole et en consacrant les libertés civiques – principale revendication de la Révolution. A mesure que la Tunisie évoluait vers un schéma de plus grande ouverture politique, l'habileté des citoyens à faire entendre leurs revendications et préoccupations s'est remarquablement accrue. Leur niveau d'organisation et de mobilisation s'est développé à un niveau plus élevé que celui observé dans d'autres pays pairs, grâce à une société civile historiquement active et qui l'est restée. Aussi, la mobilisation de masse et le pouvoir de la rue ont amélioré les possibilités des citoyens tunisiens de faire rendre des comptes à l'Etat et de faire connaître leurs intérêts. Cette ouverture – qui distingue nettement la Tunisie de ses pairs – est l'occasion propice à l'engagement d'une renégociation pacifique du contrat social et du cheminement de transition.

Pourtant, plus de dix ans après la Révolution, le pays reste à un tournant charnière de son histoire et l'ordre constitutionnel établi en 2014 est en passe d'être bouleversé.

Depuis plusieurs années, la transition tunisienne a été soumise à une pression à la fois sévère et soutenue, sur fond de ralentissement de la croissance économique, de baisse de la création d'emplois, de finances publiques non viables, outre les allégations de corruption généralisée et l'érosion de la confiance des citoyens dans l'élite politique. La crise provoquée par la pandémie de Covid-19 a exacerbé les difficultés économiques et budgétaires existantes et attisé cette méfiance. Les événements ont atteint leur paroxysme en juillet 2021, lorsque le président a démis le premier ministre de ses fonctions, gelé les travaux de l'ARP et suspendu partiellement la Constitution, assumant ainsi les pouvoirs les plus étendus. L'évolution de la situation, notamment en ce qui a trait au remplacement du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) par un organe intérimaire et l'annonce de l'organisation d'un référendum constitutionnel, donne à penser que la Tunisie est en passe de changer l'ordre constitutionnel établi en 2014. L'optimisme initial des citoyens, manifesté dans le sillage de la Révolution, a fait place à la frustration et à la méfiance et les sondages s'accordent à dire qu'il y a un important soutien populaire aux mesures prises par le Président en juillet 2021. Comment en est-on arrivé là ? Un des facteurs explicatifs de la situation réside probablement dans la fragilité du compromis politique atteint au lendemain de la Révolution, qui cristallise les intérêts, relations et pouvoirs des principaux acteurs politiques et groupes sociaux, au niveau de l'élite et à celui de la société.

Le compromis politique – qui a contribué à assurer la transition démocratique - s'est avéré trop fragmenté et instable pour permettre de répondre aux promesses politiques et socio-économiques de la Révolution. L'élargissement du compromis politique atteint en 2011 et sa nature consensuelle ont permis à la transition politique de se faire de manière pacifique, un exploit majeur dans la région. Mais depuis, le pouvoir politique s'est de plus en plus fragmenté et polarisé, donnant lieu à la formation de huit gouvernements successifs au cours des dix années qui ont suivi la Révolution. Du fait de l'augmentation du nombre de partis politiques, la formation de chaque gouvernement a dû reposer sur la formation de coalitions, quoique fragiles. Le nombre d'acteurs politiques a également augmenté, notamment les syndicats. On cite particulièrement l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), dont l'influence s'est accrue depuis 2011, conséquemment à la fragmentation du paysage politique, ainsi que bon nombre d'autres partenaires sociaux aux rôles plus ou moins influents. La Tunisie compose donc avec un processus décisionnel fondé sur le consensus, où les acteurs qui disposent d'un droit de veto peuvent bloquer tout avancement qu'ils jugent contraire à leurs intérêts, individuels ou collectifs. Il est ainsi devenu très difficile de fédérer l'ensemble des parties concernées autour d'un consensus et de donner corps au changement. Une situation qui a inévitablement débouché sur une attitude d'«immobilisme frileux».

Ensemble, les particularités de ce compromis politique ont participé à l'instauration d'un système régi par la tractation et qui peine à répondre aux aspirations de la Révolution. Cette configuration a entravé le développement des principales institutions démocratiques prévues par la Constitution et sapé les efforts visant à instaurer un Etat compétent et efficace. De ce fait, des écarts importants ont été constatés entre les attentes élevées et les rôles institutionnels officiels de jure, d'une part et les progrès limités dans le développement réel des fonctions et des capacités de facto, d'autre part. Si la Cour Constitutionnelle n'a jamais vu le jour, d'autres institutions, comme l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (INLUCC) et l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE), ont déploré d'importants manques de ressources humaines et financières et ont été sujettes à une forte politisation. La forte rotation politique a considérablement nui à la continuité des politiques menées au sein de l'administration publique, notamment en lien avec la réforme des structures administratives et judiciaires, en cela que cette réforme exige une attention durable et pluriannuelle. La fragmentation a mis à mal l'autorité nécessaire à l'avancement de la mise en œuvre des réformes censées s'attaquer aux puissants groupes d'intérêts.

L'actuel changement politique et constitutionnel est survenu au moment où le pays traverse de graves difficultés économiques qui en appellent à l'engagement de réformes urgentes. La fragmentation et l'immobilisme nés du compromis politique ont entravé la mise en œuvre des mesures décisives nécessaires à la génération d'un nouvel élan, à la création d'emplois et à la remise des finances publiques sur une trajectoire plus viable. Les politiques

publiques se sont employées à venir en aide aux citoyens, notamment par l'élargissement de l'accès aux avantages "d'insiders", comme les emplois peu qualifiés du secteur public et les subventions à la consommation. Devant la difficulté d'aborder les problèmes fondamentaux qui gangrènent l'économie tunisienne et l'impossibilité de créer des emplois dans le secteur privé, ces politiques ont donné lieu à une augmentation insoutenable des dépenses publiques et à une exacerbation des inégalités. La pandémie de Covid-19 est venue aggraver le déficit structurel, en raison des compensations que les autorités ont offertes aux citoyens en vue de les indemniser contre les pertes économiques subies. Sans l'engagement urgent de réformes économiques, la Tunisie risque de ne pas pouvoir financer sa dette publique croissante à court terme. Ces réformes visent : (i) l'intensification de la concurrence sur tous les marchés, (ii) la réduction des subventions non ciblées à la consommation, (iii) l'amélioration des performances des entreprises publiques, (iv) la réorganisation du secteur public pour améliorer les services et réduire les coûts globaux, et (v) la mise en place d'un système budgétaire plus équitable, efficace et durable.

Le compromis politique continue d'exclure de nombreuses régions et de nombreux groupes, pour la plupart aux prises avec des conditions de vie précaires. Le système bureaucratique et le régime réglementaire applicables au secteur privé, tels qu'ils ont été hérités du passé, se sont avérés propices à l'installation de pratiques d'exclusion qui ne sont profitables qu'aux "insiders" de l'économie. Il s'agit, notamment, des multiples barrières à l'entrée, comme les autorisations, les spécifications sectorielles (cahiers de charges), les licences d'exploitation (conditions d'exercice), ainsi que de l'autorégulation par les institutions sectorielles dominées par les entreprises en place, telles que les groupements interprofessionnels (GIPs). Par conséquent, on constate une importante détérioration au niveau de la contestabilité économique, telle qu'elle est mesurée par la concurrence sur le marché, ainsi qu'une intensification de la concentration moyenne du marché dans différents secteurs, et ce depuis 2011. A l'inverse, le niveau de concentration a diminué dans les secteurs précédemment dominés par des entreprises liées à la famille Ben Ali. Ce schéma fait écho à l'idée selon laquelle la concurrence serait étroitement liée à la captation des rentes par les entreprises détenues par des proches de l'ancien président. L'exclusion économique comporte également une dimension de genre, avec des obstacles importants à la participation des femmes au marché du travail.

Ce mélange d'immobilisme, d'exclusion et de stagnation économique a réduit la confiance dans les institutions politiques. Fondamentalement, les revendications démocratiques et économiques ne peuvent être considérées isolément les unes des autres : le modèle économique post-révolution étant au point mort et dans l'incapacité de générer des emplois et de la croissance, la confiance dans les institutions publiques et les élites politiques s'est étiolée. La confiance dans le gouvernement - estimée à 15% au début de 2021 - est nettement éloignée des niveaux enregistrés chez les voisins : 48% au Maroc et

26% en Algérie¹. Dans le même ordre d'idées, les Tunisiens sont plus nombreux que les citoyens interrogés dans d'autres pays arabes à désigner les revendications économiques comme étant le principal défi auquel leur pays est aujourd'hui confronté². L'augmentation des dépenses publiques par lesquelles les gouvernements successifs ont cherché à compenser les segments de la population exclus du partage des rentes économiques n'a pas pu contrer la formation de pareil sentiment. La pandémie de Covid-19 est venue aggraver les problèmes économiques sous-jacents, accentuer la méfiance et attiser le mécontentement de la population à l'égard des élites politiques et des institutions dirigeantes.

Ces tendances - qui ont participé à la réunion des conditions ayant poussé le président à invoquer l'Article 80 de la Constitution, le 25 juillet 2021 - aident également à expliquer la raison pour laquelle l'invocation de l'Article 80 a été accueillie par un immense soutien populaire. Pour les mêmes raisons, on comprend mal comment le pays entend résoudre la double crise naissante : constitutionnelle et économique. D'une part, la Tunisie travaille à la reconfiguration de son modèle constitutionnel, un exercice qui doit faire fond sur les acquis démocratiques de la Révolution et les soutenir. D'autre part, il s'agit, pour les autorités, de trouver les solutions adéquates à la redynamisation de l'économie. La viabilité de ce dernier défi est tributaire de l'aptitude à faire face aux pratiques de captation des rentes, protégées par les innombrables barrières à l'entrée, ainsi que de la volonté de basculer vers un modèle économique plus inclusif, permettant aux petites et moyennes entreprises nouvellement installées de s'épanouir, de créer des emplois et de réaliser de la croissance dans le secteur formel. La définition de la voie sur laquelle il convient de mettre la transition démocratique est donc au cœur du processus de développement. Elle exige d'évoluer vers un compromis politique plus inclusif et de mettre en place et en œuvre une vision capable de redynamiser l'économie.

Dresser le bilan de la décennie écoulée

Au lendemain de la Révolution, l'économie a enregistré un relatif ralentissement et recouvré le rythme déjà lent d'avant 2011

La performance économique de la Tunisie s'est dégradée tout au long des dix dernières années, donnant lieu à une décennie de perte de croissance.

Entre 2011 et 2018³, la croissance du PIB a chuté à une moyenne de 1.7%, après s'être située à 3,5% entre 2000 et 2011, du fait du recul des résultats

1 Enquête de l'Arab Barometer, Mars-Avril 2021.

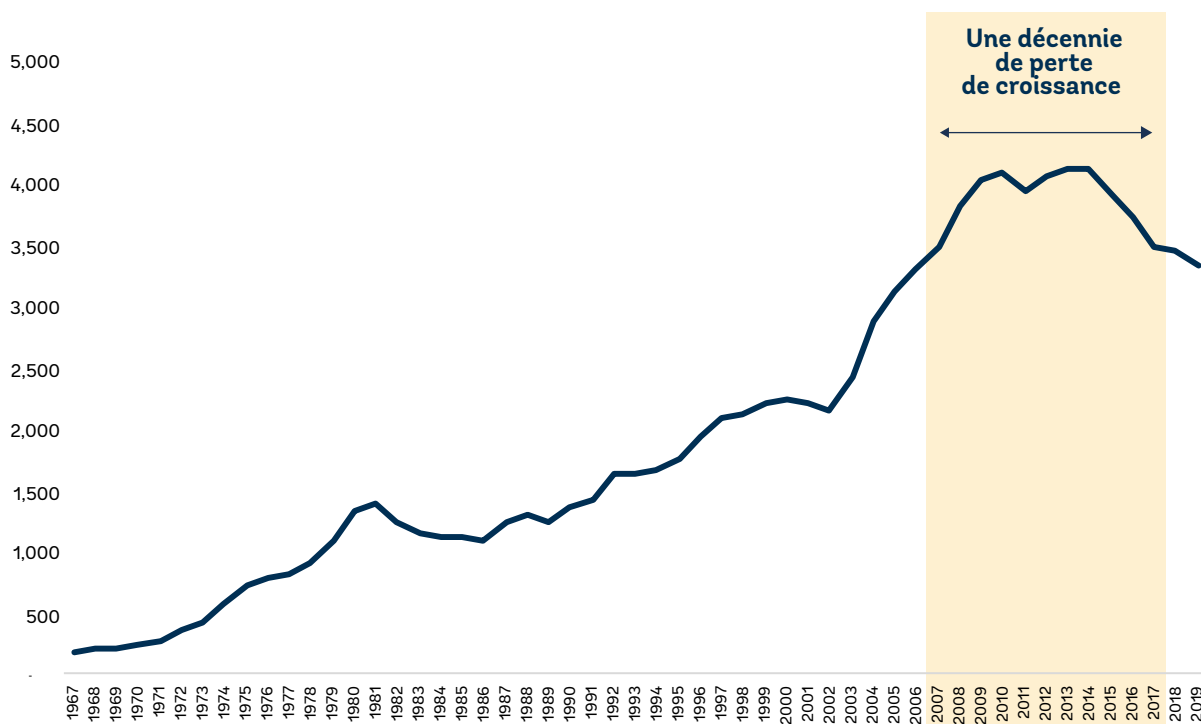
2 Arab Barometer (2021) "Les Tunisiens qui ont répondu à l'enquête ont continuellement fait part de leurs revendications économiques". 28 septembre 2021.

3 La croissance a affiché des niveaux plus faibles entre 2011 et 2020, en raison des répercussions de la crise liée à la pandémie de Covid-19.

Figure 0.1: Une décennie de perte de croissance

En 2019, le RNB par habitant a baissé à des niveaux similaires à ceux enregistrés avant 2008, Méthode Atlas (En dollars courants)

Source: World Development Indicators (WDI)



de tous les secteurs de l'économie, à l'exception de l'agriculture. La performance économique est restée au point mort, en raison de l'important recul de la croissance de la productivité par rapport aux niveaux déjà modestes enregistrés avant la Révolution⁴. La faiblesse de l'investissement, le manque d'innovation, la nature limitée des orientations commerciales et la forte réglementation des activités économiques sont les principaux facteurs explicatifs de ce constat. Plus particulièrement, l'investissement privé en pourcentage du PIB est passé, en moyenne, de 17,4% du PIB entre 2000 et 2010 à 14,9% du PIB entre 2011 et 2019. Le pourcentage d'entreprises tunisiennes ayant introduit un nouveau produit ou service a baissé de moitié, passant de 28% en 2013 à 14% en 2019. Les "vieilles" industries ont particulièrement été touchées (notamment alimentaires et textiles), tandis que quelques "nouvelles" ont pu afficher une certaine croissance de leur productivité.

⁴ Banque Mondiale (2014) a mis en exergue les changements structurels limités et la faible performance économique de la Tunisie entre 2000 et 2010. La croissance économique relativement limitée enregistrée pendant cette période a principalement été causée par l'élargissement du secteur public dans une économie en proie à de graves distorsions et dont la performance reste en-deçà du potentiel.

La pression démographique se fait de plus en plus prononcée à mesure que la Tunisie entre dans la dernière étape de son dividende démographique, et ce outre le ralentissement de la croissance de la population active et la faible participation féminine au marché du travail.

Le taux de croissance de la population en âge de travailler est passé de 1,6% entre 2006 et 2010 à 1,1% entre 2011 et 2016. Concomitamment, les résultats de l'éducation ont commencé à s'essouffler. L'indice du capital humain - une mesure de la productivité de la génération future - a, lui aussi, légèrement reculé, passant de 0,53 en 2010 à 0,52 en 2020, essentiellement à cause de la détérioration des résultats de l'éducation. La Tunisie qui, tout au long des décennies passées, a été chef de file régional en matière d'éducation - comme en témoignent les niveaux élevés d'accès à l'éducation et l'alphabétisation et la scolarisation des femmes, comparativement aux pays pairs de la région - affiche aujourd'hui des résultats de l'éducation sur le déclin, notamment en termes de qualité de l'éducation, ce qui n'est pas sans nuire aux fondements nécessaires à la croissance.

Economiquement vacillante, la Tunisie est désormais de moins en moins apte à répondre aux aspirations de ses citoyens et à leur offrir de meilleurs emplois, comparativement à la période antérieure à la Révolution.

La création d'emplois a reculé sous l'effet de l'incapacité de l'économie à générer suffisamment d'opportunités à même de répondre aux pressions démographiques, notamment en ce qui concerne les diplômés universitaires et la population active dans la force de l'âge. La structure de l'emploi n'a pas particulièrement changé au cours des deux dernières décennies, reflétant la lenteur de la transformation structurelle de l'économie et de la concentration des emplois dans les secteurs à faible productivité. D'autres défis structurels continuent d'altérer le marché du travail tunisien, comme cela a été le cas sous le régime de Ben Ali : en 2019, le pourcentage de jeunes inactifs (qui ne sont pas scolarisés et n'exercent aucun emploi) s'est situé à 32% et les taux de chômage étaient particulièrement élevés, notamment chez les diplômés du supérieur (27%), les femmes (22,5%) et les jeunes (34,4%), avec des disparités régionales notables. L'informalité du travail demeure un enjeu clé pour les jeunes, plus particulièrement pour les travailleurs peu qualifiés engagés dans les secteurs à faible productivité, connus pour être les principaux employeurs de la main-d'œuvre issue des segments pauvres de la population.

Dans ce contexte de faible croissance, le rythme de la convergence économique entre secteurs phares et secteurs à la traîne, qui était soutenu entre 2000 et 2010, a connu un certain ralentissement dès 2011.

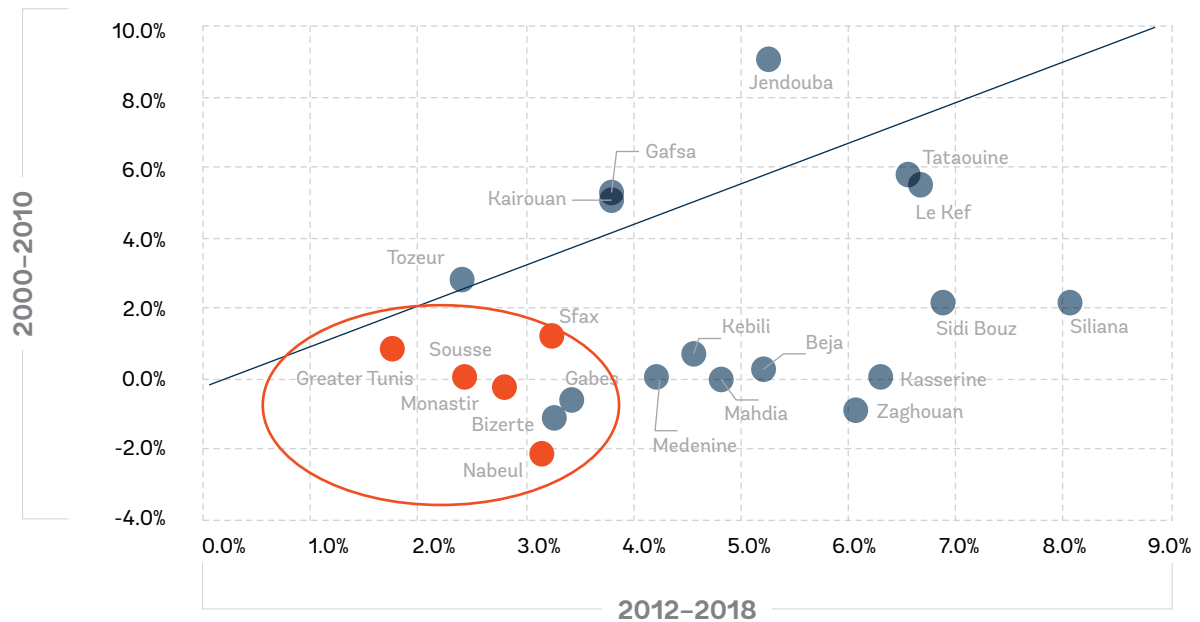
Les fiefs économiques du littoral comptent désormais parmi les zones ayant affiché les résultats de croissance les plus faibles au cours de la dernière décennie, en raison du recul des taux de productivité des "vieilles" industries manufacturières et du tourisme. En effet, la faiblesse de la croissance a non seulement affecté les régions défavorisées - déjà économiquement fragiles - mais a également frappé les zones mieux nanties et vulnérabilisé les classes moyennes. Les taux de chômage se sont envolés, notamment dans les régions défavorisées, où la création d'emploi n'a pas été en mesure de rester au fait de la croissance de la population.

Figure 0.2:**Au lendemain de la Révolution de 2011, la plupart des gouvernorats tunisiens ont affiché de faibles résultats de croissance**

La croissance du PIB par habitant au niveau de chaque gouvernorat (2000-2010 vs. 2012-2018)

Legend: ● Les points rouges représentent les "fiefs économiques des zones côtières"]

Source: Estimations du personnel de la Banque Mondiale, en référence aux données de l'Institut National de la Statistique et aux données relatives à l'éclairage nocturne DMSP/VIIRS



En l'absence de croissance et de création d'emploi, l'Etat a dû réviser à la hausse ses dépenses sociales en vue de continuer à honorer son contrat social

Avec l'exacerbation des résultats de la croissance et de l'emploi, la Tunisie s'est retrouvée dans l'obligation de converger vers le modèle de l'Etat-providence pour pouvoir répondre aux aspirations des citoyens et leur offrir de meilleures conditions de vie. Cela porte notamment sur le paquet de mesures budgétaires décrétées pour soutenir les moyens de subsistance et le pouvoir d'achat des ménages, comme les subventions, les transferts aux entreprises publiques, la protection sociale et la création d'emplois dans le secteur public.

Les mesures introduites ont permis d'aider de nombreux ménages pauvres et vulnérables à ce moment sensible qui a suivi les débuts de la transition.

L'augmentation du nombre de recrutements effectués dans le secteur public a permis de créer des opportunités d'emplois en faveur des ménages à faible revenu. Plus particulièrement, la régularisation de la situation de travailleurs

intérimaires engagés dans le secteur agricole et les augmentations de salaires décidées au lendemain de la Révolution ont contribué à la réduction de la pauvreté. Tendanciellement, le secteur public est considéré comme le recruteur de dernier (et parfois de premier) recours chaque fois que la pression du chômage des jeunes s'intensifie, classant la Tunisie parmi les pays détenant la plus grande masse salariale au monde, outre le déséquilibre financier grandissant des caisses de retraite. On estime que la masse salariale de la fonction publique s'est élevée à 17,6% du PIB en 2020⁵. Aussi, l'élargissement de la portée des programmes de transferts monétaires a permis de sécuriser les moyens de subsistance de nombreux citoyens. C'est dans cet ordre d'idées que la portée du Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) a été étendue au cours des dernières décennies : le nombre de ménages bénéficiaires est passé de 132.000 en 2011 à 234.000 en 2015, pour des dépenses totales de l'ordre de 115 millions de dinars. Comme on le verra plus loin, la croissance du nombre de bénéficiaires a été plus particulièrement marquée dans les régions les plus défavorisées.

Toutefois, l'approche n'a pas réussi à s'attaquer aux nombreuses barrières qui entravent le fonctionnement du marché et aux distorsions responsables du ralentissement de la prospérité et du recul des résultats économiques⁶.

La situation n'a pas été favorable à l'accélération de la création d'emplois et à la génération d'un plus grand nombre d'opportunités. A ce stade, il est permis de douter de la capacité de ce paquet de politiques qui ne repose que sur les transferts budgétaires et l'aide sociale à répondre aux aspirations des citoyens, si aucune importance n'est accordée, en même temps, à l'emploi. Les données montrent que le niveau de mécontentement des citoyens au chômage est beaucoup plus élevé que celui de leurs pairs ayant un travail, tous niveaux de revenus confondus (le constat est particulièrement vrai parmi les tranches intermédiaires de la distribution du revenu).

Les transferts sociaux ont permis à la Tunisie de réduire la pauvreté en dépit de la faible performance économique enregistrée après 2010

La Tunisie est parvenue à réduire la pauvreté de façon considérable, notamment entre 2010 et 2015, en dépit de la détérioration de ses performances économiques. Le taux de pauvreté national est tombé à 15,2% en 2015 après s'être situé à 20,3% en 2010 et à 25,4% en 2000. Près de 1,6 million de personnes sont sorties de la pauvreté entre 2000 et 2015 (Figure 0.3, ci-après). La réduction de la pauvreté enregistrée entre 2010 et 2015 a été rapide, en dépit de la faible croissance du PIB par habitant (annualisée, 0,8%) et la croissance négative du revenu par habitant (comme souligné plus haut)⁷.

5 FMI (2020). Consultations au titre de l'Article IV

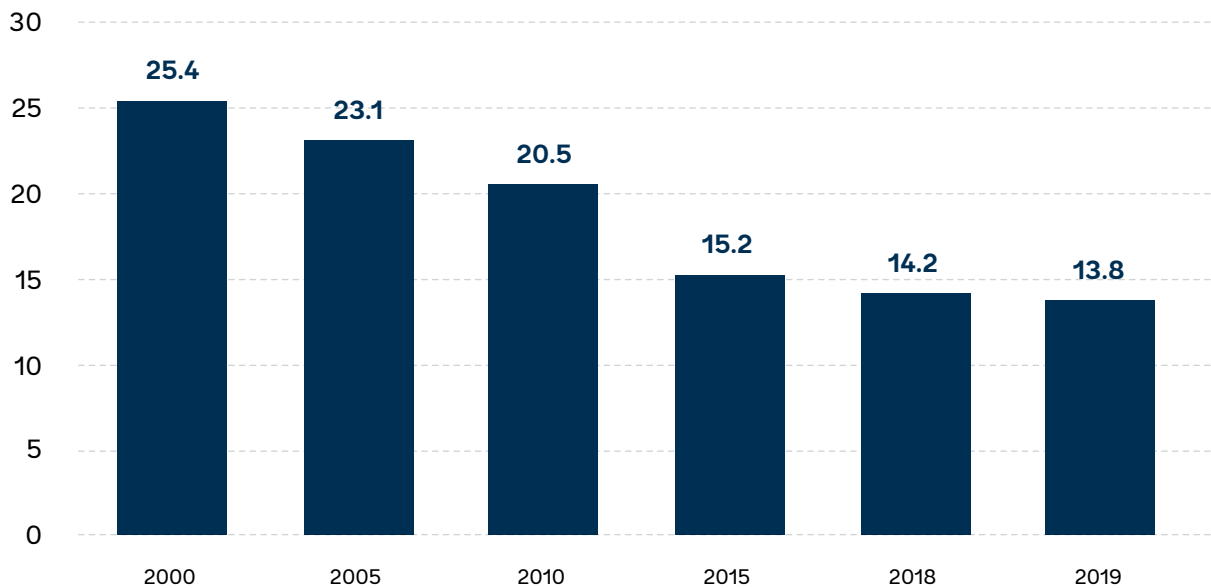
6 Pour plus de détails sur les barrières à l'entrée, se référer à : Banque Mondiale (2014) et Diagnostic du secteur privé tunisien (à paraître)

7 La croissance annualisée du PIB par habitant est estimée à 3,1% entre 2000 et 2005 et à 3,5% entre 2005 et 2010

Figure 0.3: Taux de pauvreté par habitant, utilisant un seuil de pauvreté élevé, 2000-19

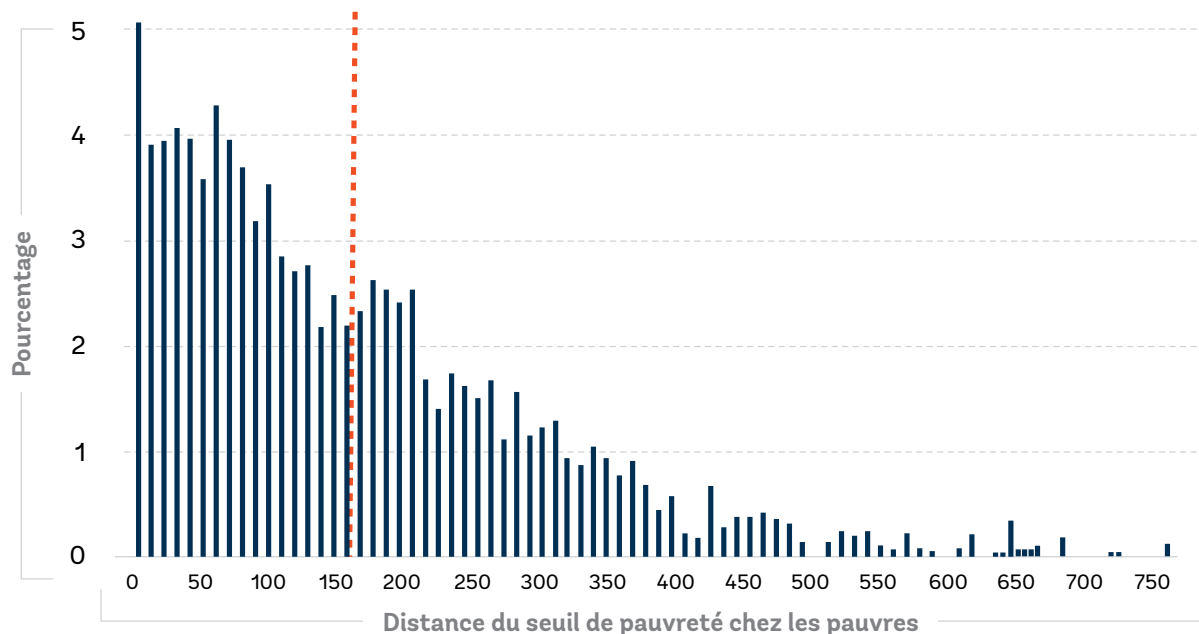
Note: Quoique représentatives au niveau national, les éditions de l'EBCNV ne tiennent pas compte du revenu et se limitent aux dépenses des ménages. L'accès aux agrégats de la consommation nous ont permis de calculer les chiffres de la pauvreté et des inégalités pour toutes les éditions. Les enquêtes par panel de 2018 et de 2019, menées auprès d'un sous-échantillon de ménages déjà sondés en 2015, ont introduit des modules spécifiques au revenu et non à la consommation. Les données sur la pauvreté et les inégalités des enquêtes de 2018 et 2019 ont récemment fait l'objet d'une imputation par l'INS et la Banque Mondiale

Source: Calculs effectués à partir des données de l'EBCNV, INS. Editions 2000, 2005, 2010 et 2015, Panel 2018/2019.

**Figure 0.4: Distribution des écarts des dépenses mensuelles des ménages du seuil de pauvreté enregistré chez les segments pauvres de la population, 2010**

Note: Les lignes verticales illustrent l'écart des dépenses mensuelles des ménages du seuil de pauvreté enregistré chez les segments pauvres de la population

Source: En référence aux données de l'EBCNV 2010, INS.



L'élargissement de la portée des transferts sociaux semble être le principal facteur explicatif de la réduction de la pauvreté enregistrée après 2010, bien que la vérification de cette hypothèse exige un plus grand accès aux données des enquêtes menées auprès des ménages. La Tunisie a considérablement

révisé à la hausse la portée des programmes de transferts monétaires (PNAFN) en termes de nombre de ménages bénéficiaires et de valeur des montants transférés. L'augmentation des dépenses qui en a découlé (près de 115 millions de dinars) pourrait expliquer le recul de la pauvreté de 5 points de pourcentage, observé entre 2010 et 2015, beaucoup de pauvres ayant été relativement proches du seuil de pauvreté en 2010. A ce moment-là, le niveau moyen des dépenses d'un pauvre se situait à 94% du seuil de pauvreté⁸. Il paraît donc plausible que le PNAFN soit derrière la réduction de la pauvreté enregistrée au lendemain de la Révolution. Ceci dit, il conviendrait d'améliorer l'accès aux données des ménages pour être en mesure de procéder à l'analyse complète des véritables mécanismes explicatifs de ce constat.

La crise liée à la pandémie de COVID-19 a nettement démontré que la politique tunisienne de dépenses sociales est devenue trop onéreuse, justement parce qu'elle ne s'attaque pas aux défaillances profondes qui gangrènent l'environnement économique

La crise liée à la pandémie de Covid-19 est venue exacerber les vulnérabilités existantes, confirmant, sans équivoque, que les politiques qui ont prévalu les dix dernières années ont fait leur temps. Non seulement ces politiques ne parviennent plus à répondre aux attentes des citoyens, mais elles induisent un coût qui grève le pays de lourdes dettes. La pandémie a donné lieu à une contraction sans précédent (9,2%) de la croissance et le chemin vers le relèvement apparaît escarpé, en raison des défaillances structurelles qui sapent l'économie. La pandémie a également un impact à long terme sur le secteur privé et l'emploi : fin de 2020, environ un cinquième des entreprises ont fermé de façon permanente ou temporaire et les deux tiers d'entre elles se sont retrouvées face au risque de cesser définitivement leurs activités dans les douze mois à venir. Le chômage, déjà élevé avant la pandémie (15%), s'est davantage aggravé pour se situer à 17,4% en 2020. La crise sanitaire a également compromis les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté, des inégalités et des disparités hommes-femmes. On estime que la pauvreté est passée de 14% avant la pandémie à 21% en 2020 après, avec un impact particulièrement prononcé sur les ménages pauvres et une plus grande exposition des ménages vulnérables au risque de tomber de nouveau dans la pauvreté. Les inégalités – telles qu'elles sont mesurées par le coefficient Gini - se sont également accentuées, passant de 37% à 39,5%.

⁸ Un exercice de simulation a démontré que la réduction de la pauvreté de 5 points de pourcentage en 2000 n'a exigé que 36 millions de dinars (prix 2010)

La pandémie a également aggravé les fragilités des finances publiques, imposant au pays un endettement encore plus élevé.

Au titre des efforts déployés en réponse à la pandémie, les autorités tunisiennes ont adopté une série de mesures politiques visant à répondre aux besoins du secteur de la santé, à proposer une aide financière aux ménages les plus vulnérables et à soutenir les entreprises par des crédits d'impôt. Le coût lié à ces mesures, combiné à la diminution des recettes fiscales, a exacerbé les besoins de financement et placé la dette sur une trajectoire ascendante. La dette publique, qui a atteint 85% du PIB fin 2021, risque de dépasser les 100% du PIB si on lui ajoute la dette des entreprises publiques. Il s'en est suivi une dégradation de note de la dette souveraine, fragilisant davantage les finances publiques et remettant en cause la crédibilité du cadre macroéconomique en vigueur. Ces niveaux d'endettement, ajoutés à la faible croissance, fragilisent les fondements mêmes des finances publiques du pays et remettent en question les politiques jusque-là en vigueur.

Figure 0.5 [A]:

Signes que le paquet de politiques précédemment en vigueur a fait son temps

Croissance de la dette publique et du déficit budgétaire (% du PIB)

Legend: ■ Dette publique (à gauche) ■ Déficit budgétaire (sur la droite)

Source: Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Investissement. Estimations du personnel de la Banque Mondiale. .

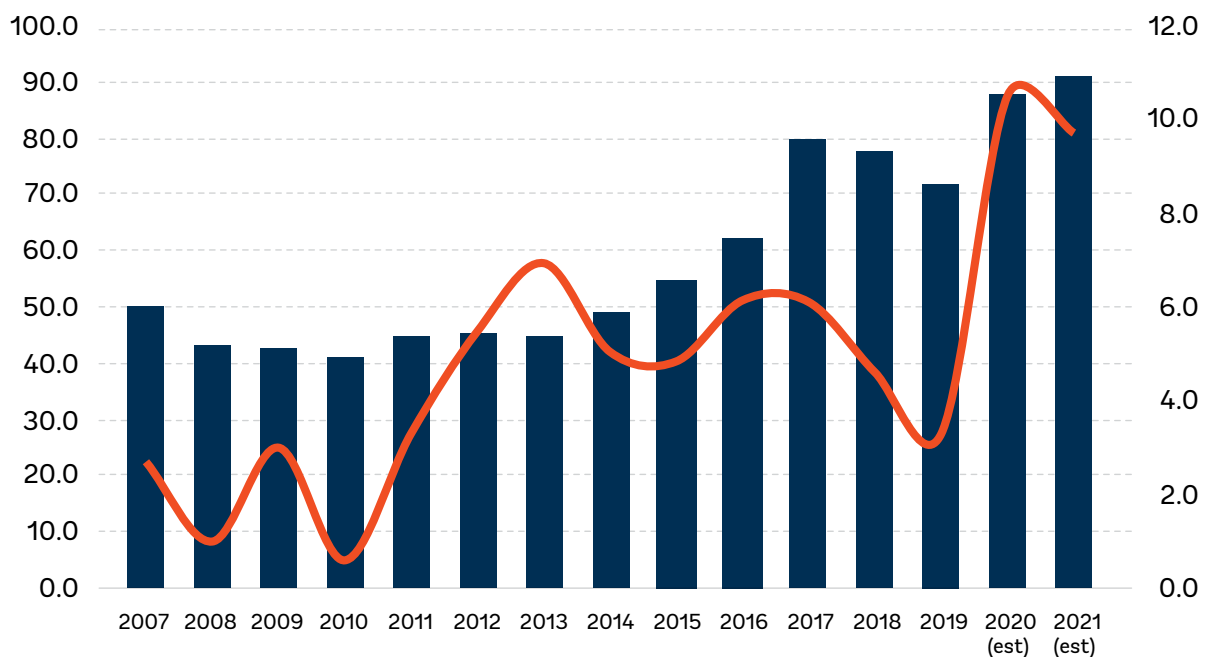
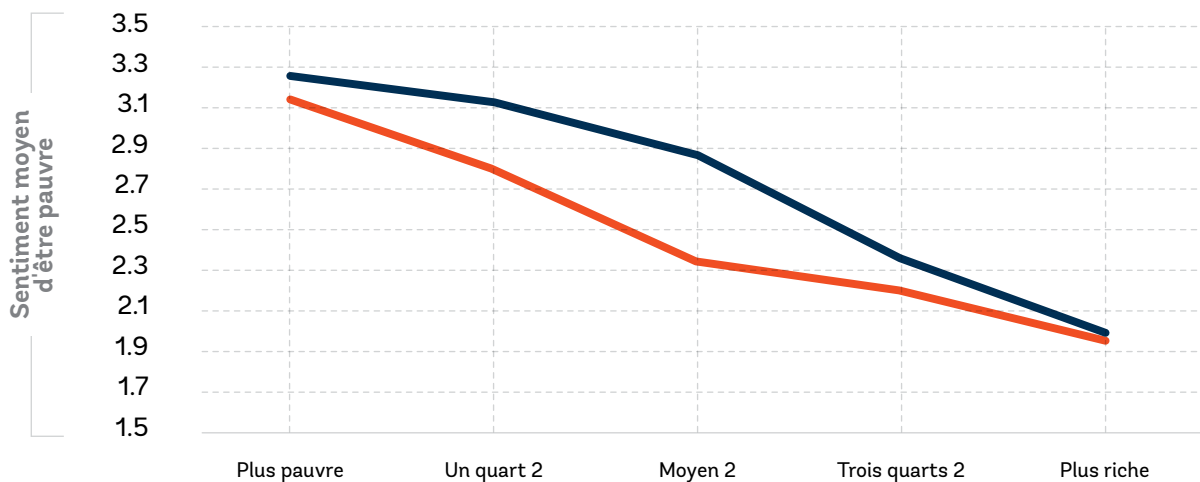


Figure 0.5 [B]: Signes que le paquet de politiques précédemment en vigueur a fait son temps

Intensification du mécontentement des chômeurs, tous niveaux de revenu confondus, notamment parmi la classe moyenne

Legend: ■ Sans emploi ■ Employé

Source: Données Gallup World Poll.



Au vu de la faiblesse de la croissance et du recul de la création d'emplois, la vulnérabilité reste prononcée, exposant plusieurs segments de la population au risque de sombrer dans la pauvreté

L'analyse tendancielle des vulnérabilités montre que l'assistance sociale et l'Etat-providence ne suffisent pas à lutter contre les vulnérabilités socioéconomiques en l'absence d'une croissance soutenue et de mesures favorables à la création d'emplois. Près de 24% de la population demeure menacée de tomber dans la pauvreté. La vulnérabilité est davantage prononcée dans les milieux ruraux où, en 2019, 42% de la population a été estimée vulnérable (comparativement à 15% dans les milieux urbains). La proportion de la population rurale estimée vulnérable a à peine diminué entre 2000 et 2019, témoignant de la persistance de la précarité des moyens de subsistance des citoyens des régions défavorisées, en dépit des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté.

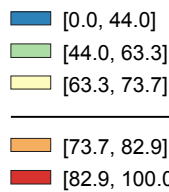
La vulnérabilité est multidimensionnelle et couvre à la fois une dimension économique et une dimension sociale. La vulnérabilité alimentée par l'absence d'opportunités économiques continue d'entraver la mobilité socioéconomique, affectant de manière disproportionnée les régions défavorisées, les femmes, les jeunes et les minorités ethniques. Ainsi, les taux d'assiduité et de réussite scolaire sont fortement marqués par les disparités régionales et le clivage urbain-rural. Aussi, la distribution déséquilibrée des ressources d'apprentissage donne lieu à de fortes variations au niveau des résultats d'apprentissage, altérant les possibilités de mobilité socioéconomique de certains groupes de la population. De manière similaire, les niveaux relativement faibles de la connectivité physique et numérique des régions intérieures rétrécissent les relations de marché de ces régions avec les pôles économiques de la côte, limitent leur compétitivité et entravent leurs perspectives d'inclusion.

Figure 0.6:**Persistence et concentration géographique des vulnérabilités superposées**

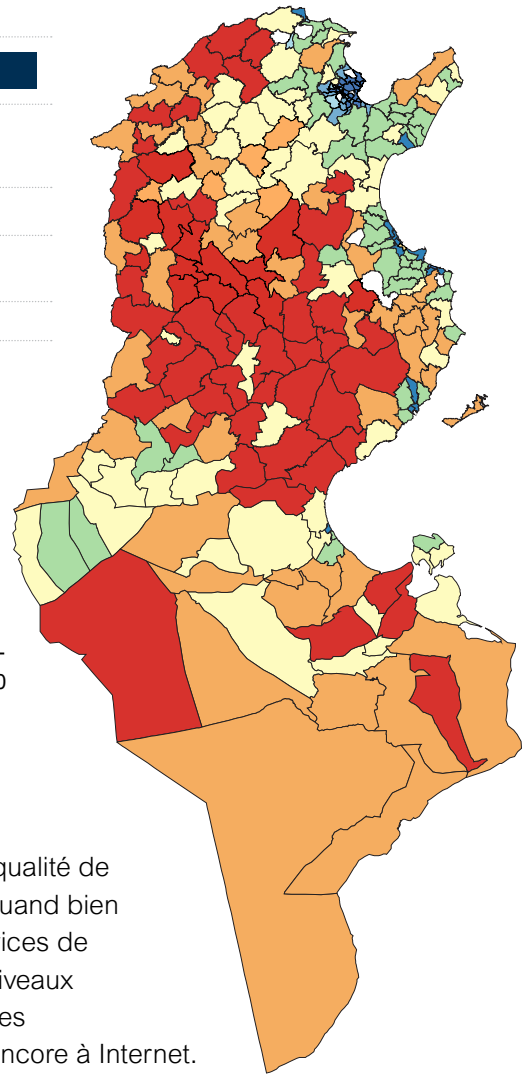
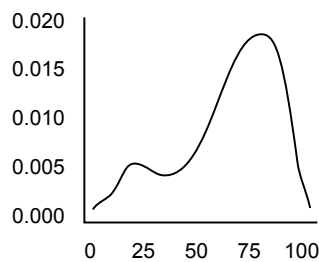
Indice de la vulnérabilité multidimensionnelle

Note: Vul = Niveau de vie + Socioéconomique + Accès aux services – Activité économique – Accessibilité au marché

Source: Calculs du personnel de la Banque Mondiale

Vulnérabilité

40ème Plus vulnérable

Densité**La vulnérabilité émane également des différences dans les niveaux de vie.**

L'emplacement géographique intervient grandement dans la détermination de la qualité de vie et permet d'expliquer les disparités, quand bien même il ne s'agit que de l'accès aux services de base. Les ménages ruraux affichent les niveaux d'accès les plus bas à l'eau et aux services d'assainissement, au gaz sur réseau ou encore à Internet.

L'accès à l'eau, ressource désormais rare et inégalement distribuée, attise de plus en plus les tensions⁹. Les ménages pauvres qui vivent en milieu rural sont particulièrement touchés par la prolifération de l'habitat informel. Il n'est pas exclu que l'augmentation du nombre de vagues de chaleur, de tempêtes de sable et d'événements climatiques extrêmes - des suites des changements climatiques attendus - impacte les populations et expose plus particulièrement les pauvres vivant en milieu urbain à de plus grands risques.

Malgré les efforts de réforme déployés, on constate d'importants retards de mise en œuvre par rapport auxquels les capacités de l'Etat demeurent insuffisantes au regard des préoccupations socioéconomiques grandissantes

La réforme constitutionnelle de 2014 a permis de réhabiliter la gouvernance des institutions publiques et d'instaurer un plus haut niveau de transparence et de redevabilité. Certes, les autorités ont eu du mal à traduire les réformes

⁹ Voir, par exemple, Nations-Unies en Tunisie (2021) : "Analyse des risques et défis liés aux changements climatiques en Tunisie : Conflits liés à la gestion de l'eau et de la terre"

juridiques et constitutionnelles de jure en des institutions publiques plus compétentes de facto. De nombreuses mesures montrent que les moyens de l'Etat ont stagné ou diminué depuis 2011. Les grandes réformes de la gouvernance publique (fonction publique, entreprises publiques, décentralisation, système judiciaire) continuent de piétiner et les capacités de l'Etat restent insuffisantes pour permettre de faire face aux défis socio-économiques croissants. Depuis 2011, les indicateurs de la qualité du cadre réglementaire, y compris les réglementations propices à la concurrence et à l'épanouissement du secteur privé, sont nettement en recul et l'efficacité des institutions gouvernementales - reflétée par la qualité de la fonction publique et des prestations publiques - est en stagnation. La règle de droit, après s'être imposée, est retombée dans la précarité, en raison de la lenteur et de l'incohérence observées au niveau de la mise en œuvre des réformes institutionnelles visant à créer des contre-pouvoirs institutionnels, à réformer le système judiciaire et à renforcer les autorités de réglementation.

La fonction publique sans cesse croissante et peu portée sur le rendement a contribué à la faible progression de l'amélioration des capacités de l'Etat.

La masse salariale de la fonction publique a plus que doublé depuis 2011, pour se situer à près de 50% des dépenses publiques en 2020. Les pressions sociales et les demandes de recrutement ont conféré au secteur public l'étiquette d'employeur de dernier recours. On peut être amené à penser que cette expansion s'est faite au détriment de la méritocratie, avec tout ce que cela implique comme répercussions sur le rendement des fonctionnaires. Au niveau administratif, l'Etat dispose encore de nombreuses poches d'excellence au niveau individuel et institutionnel, désormais mises à mal par des facteurs comme les structures réglementaires et administratives en mal de réformes, les difficultés de coordination intra-gouvernementale et l'aversion généralisée au risque.

Plusieurs entreprises publiques, en dépit du rôle de taille qu'elles jouent dans l'économie tunisienne et la fourniture de services aux citoyens, déplorent la détérioration de leurs capacités.

Les entreprises publiques tunisiennes ont longtemps pâti de la faiblesse des ressources financières et du rendement des services, ce qui n'est pas sans nuire à la compétitivité du pays. On peut attribuer ces écarts de performance aux difficultés que les entreprises publiques rencontrent en matière de gouvernance, notamment en lien avec la transparence, la gouvernance interne, la gestion stratégique des portefeuilles (actionnariat, contrôle des résultats et conformité), le recrutement et la rétention du personnel qualifié.

Au niveau local, les capacités de l'Etat sont compromises par des pouvoirs et des systèmes décisionnels centralisés qui mettent en péril les réformes approfondies en matière de décentralisation et de renforcement de la gouvernance locale.

La conception et la mise en œuvre des réformes de décentralisation, inspirées par la Constitution de 2014, ont été, jusqu'à présent, menées de manière technocratique et centralisée, sans mise à contribution réelle des acteurs locaux. Les dispositions de la Constitution de 2014 témoignent d'un fort engagement en faveur du principe de décentralisation et un chapitre entier

est réservé aux autorités locales (Chapitre 7, Articles 131-142). Toutefois, la Constitution n'attribue aucun mandat clairement défini aux autorités locales et ne spécifie pas les modalités de leur autonomie budgétaire. On constate un écart de mise en œuvre entre la décentralisation de jure et la décentralisation de facto. La loi qui régit l'intégralité du processus de décentralisation (Loi organique n° 2017-48 relative au Code des collectivités locales) n'a été adoptée par l'ARP qu'en avril 2018, soit 10 jours seulement avant la tenue des élections municipales. La situation financière des autorités locales est plutôt vulnérable et leurs revenus restent limités au niveau local (Près de 2,4% des recettes fiscales nationales sous forme de taxes foncières, taxes foncières non bâties, taxes hôtelières, taxes industrielles et commerciales).

La liberté d'expression et l'émergence de nouveaux médias ont permis de jeter plus de lumière sur les pratiques de corruption

La corruption – qui compte parmi les principaux facteurs qui ont alimenté la Révolution - continue de saper la confiance des citoyens dans les institutions, notamment depuis sa généralisation à plus grande échelle.

Entre 2009 et 2011, un important changement s'est opéré au niveau de la perception de la corruption, lorsque le pourcentage de citoyens convenant de l'existence de pratiques de corruption au sein même des institutions gouvernementales est passé de 57% à 92%, pour se stabiliser par la suite. Ce constat correspond à la tendance généralement observée dans les pays en transition après un régime autoritaire, où les citoyens aspirent à des changements politiques capables de freiner la corruption, outre l'ouverture et la liberté d'expression qui permettent de jeter plus de lumière sur les affaires de corruption. De nombreuses initiatives anticorruption ont été prises au lendemain de la Révolution, allant de la mise en place de l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (INLUCC) à l'adoption de la loi portant déclaration des biens et des intérêts, de la lutte contre l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêt (2018). L'impact de ces initiatives est toutefois resté limité, en partie à cause des retards de mise en œuvre, du manque de ressources budgétaires et humaines et de la faible performance du système judiciaire, dans son ensemble, ce qui n'a pas permis au système judiciaire de sanctionner efficacement les fonctionnaires et hommes d'affaires inculpés de corruption.

On estime que la corruption s'est "démocratisée" depuis la Révolution, devenant endémique et largement répandue parmi la population et les milieux d'affaires. Les données provenant de l'enquête que la Banque Mondiale a menée auprès des entreprises montrent que le pourcentage d'entreprises ayant désigné la corruption comme obstacle majeur à leurs activités est passé de 36% à 56%, sur la période allant de 2013 à 2020, un chiffre supérieur à la moyenne en vigueur dans la région MENA (43%). A cela, s'ajoute l'augmentation de la proportion d'entreprises ayant identifié le système judiciaire comme contrainte compromettant la primauté du droit (de 3,2% à 12,6%). La corruption a étendu ses tentacules jusqu'au processus électoral : le rapport – largement partagé - que la Cour des Comptes a produit sur les élections de 2019 - la présidentielle et les législatives –

a fait état de nombreuses violations de la loi électorale, comme le financement illicite. La frilosité de la réaction institutionnelle aux cas de corruption et infractions à la loi électorale a contribué à miner la confiance des citoyens dans l'intégrité des autorités et des élections.

Figure 0.7: Corruption et état de droit dans le monde des affaires

Indice de vulnérabilité multidimensionnel

Legend: ■ Tunisia (2020) ■ Tunisia (2013) ■ MENA (2020)

Source: Banque Mondiale – Enquête auprès des entreprises

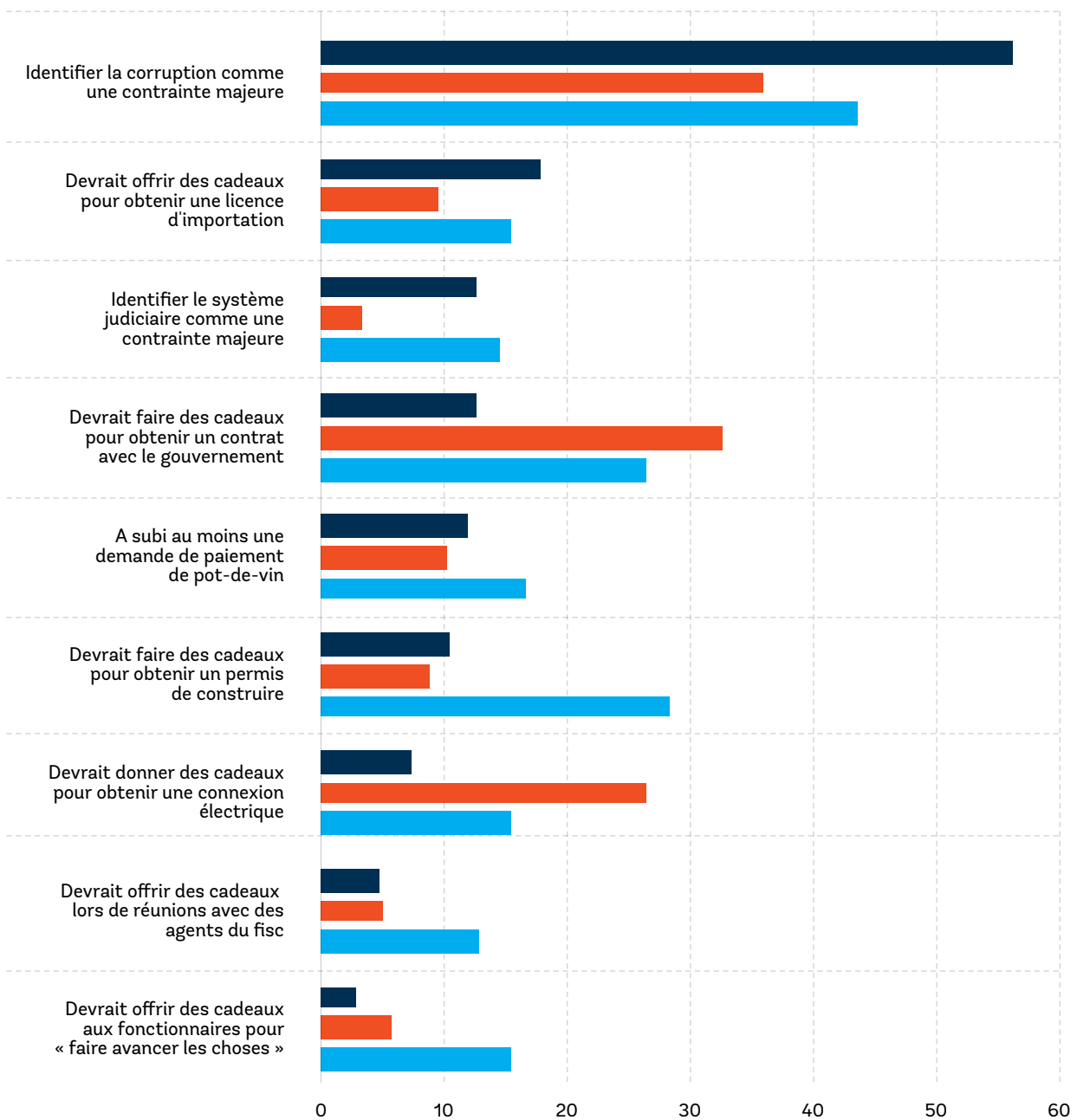
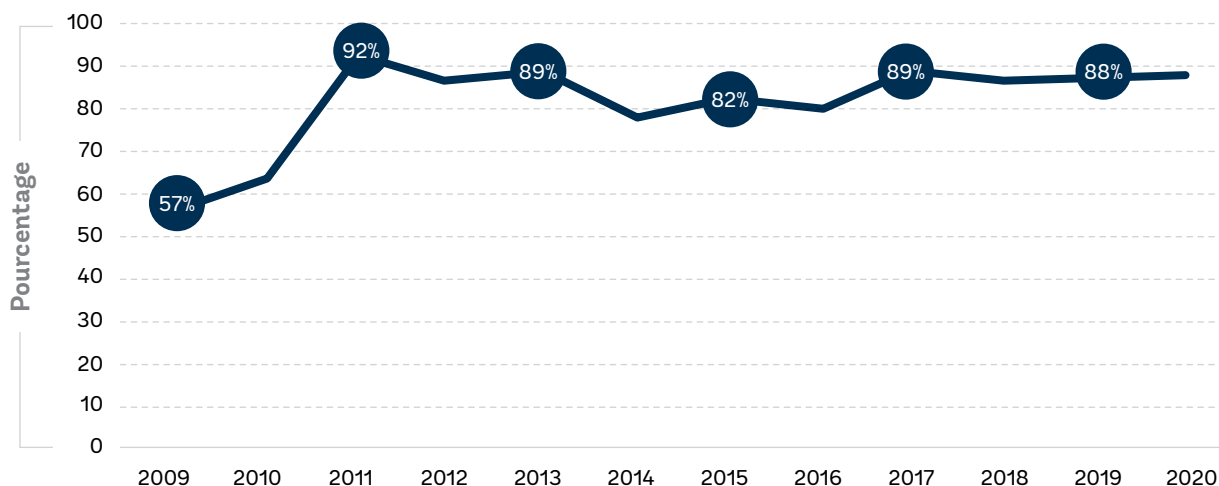


Figure 0.8: Proportion de répondants soutenant qu'il existe des pratiques de corruption au sein du gouvernement

Note: Les scores élevés représentent des niveaux élevés de corruption perçue

Source: Gallup World Poll



La Tunisie est un pays fortement vulnérable au changement climatique, dont l'atténuation dépend de l'importance des investissements réservés à la transition vers une économie faible en carbone

Le changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles font courir un risque majeur aux projets de développement de la Tunisie. La Tunisie est fortement vulnérable au changement climatique et il est attendu que le pays subisse les effets néfastes de l'augmentation des températures (de 1,9°C à 5,3°C à l'horizon 2080), de l'aggravation de l'aridité, du recul des précipitations et de l'élévation du niveau de la mer¹⁰. La Tunisie doit également faire face à d'autres répercussions non moins graves du changement climatique, à savoir l'augmentation de la fréquence des catastrophes dues au climat, la multiplication du nombre de migrants environnementaux, la dégradation des écosystèmes et la pression exercée sur l'agriculture. Toutefois, la situation peut s'avérer porteuse d'opportunités et offrir la possibilité d'un avenir respectueux de l'environnement, durable et résilient. A cette fin, les autorités sont appelées à investir dans une transition à faible carbone, notamment par la création d'emplois verts, la suppression graduelle des subventions accordées aux combustibles fossiles, l'investissement dans les énergies renouvelables, la promotion des infrastructures écologiques et la prise en compte des risques climatiques lors de l'élaboration des

10 Banque Mondiale, 2021. "Profil du risque climatique : Tunisie (2021)"

décisions politiques et financières. Les énergies renouvelables – notamment éoliennes et solaires - sont des investissements faibles en carbone réputés prometteurs. Un grand pas en avant a été franchi lorsque le dernier gouvernement a approuvé une concession photovoltaïque de 500 MW, fin 2021. Investir davantage dans les énergies renouvelables est une façon, pour la Tunisie, de mieux se positionner par rapport aux perspectives du New Deal Ecologique Européen, intensifier les investissements créateurs d'emplois et accompagner l'Europe dans la réalisation de ses objectifs de réduction des émissions de carbone.

Une transition risquée

En raison des résultats contrastés et des progrès limités, le mécontentement a grandi et la confiance a reculé, faisant place à un sentiment de frustration et d'attentes non satisfaites

Un grand sentiment de frustration se fait sentir parmi les citoyens, en raison du peu de progrès accomplis en matière de création d'emplois et de réduction des vulnérabilités économiques. Le mécontentement, qui s'est fortement accentué parmi la jeunesse éduquée des milieux urbains, s'est clairement manifesté par la multiplication des mouvements protestataires. La fréquence des manifestations s'est particulièrement intensifiée ces dernières années, notamment dans les milieux où la vulnérabilité est prononcée. Les mouvements de protestation ont été particulièrement récurrents dans le Grand Tunis et Bizerte, dans les pôles urbains de Sousse et dans les régions du Centre-Ouest, comme Gafsa, témoignant d'une tendance générale qui couvre à la fois les régions nanties et les régions défavorisées.

Ce sentiment de mécontentement est fortement corrélé au déclin du niveau de confiance dans les institutions et aux revendications économiques qui lui sont sous-jacentes. Les plus fortes baisses observées ont concerné la confiance placée dans le système politique, c'est-à-dire dans le gouvernement et les institutions électorales. La confiance compte pour beaucoup et est essentiellement à la réussite de la transition. Elle est également source de légitimité et condition préalable au renforcement de l'habileté des citoyens à s'engager formellement et positivement auprès de l'Etat. A l'opposé, la baisse des niveaux de confiance expose la transition à de nombreux risques et compromet la possibilité d'asseoir les fondements nécessaires à sa réussite. C'est pourquoi la situation en appelle au rétablissement urgent de la confiance entre citoyens et dirigeants.

Figure 0.9:

Les manifestations (pacifiques) ont augmenté en nombre au cours des dernières années

Nombre de manifestations et d'émeutes, 2009-2020

Type d'événement: ■ Manifestation ■ Émeutes

Source: Données Gallup World Poll

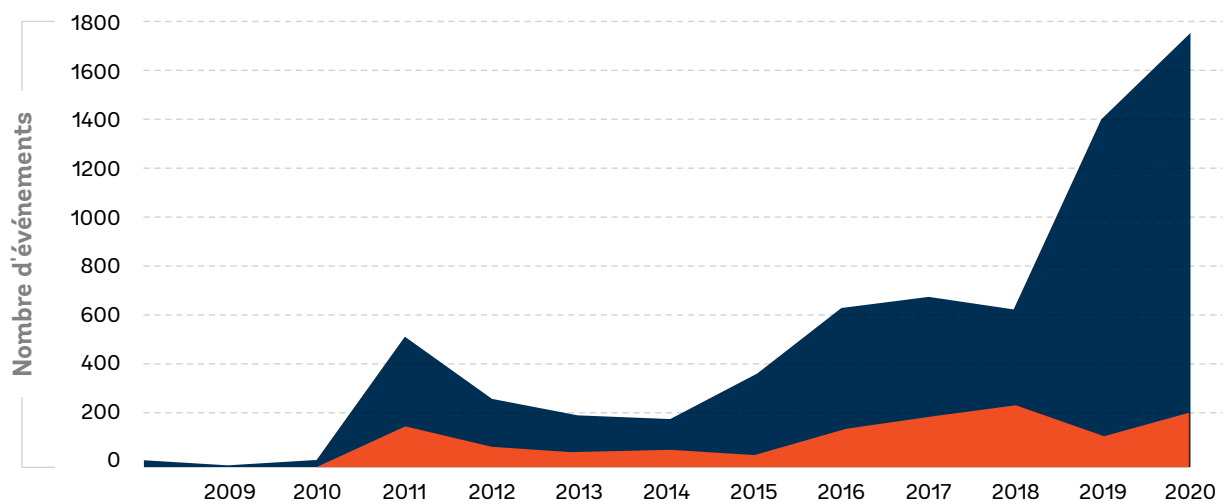


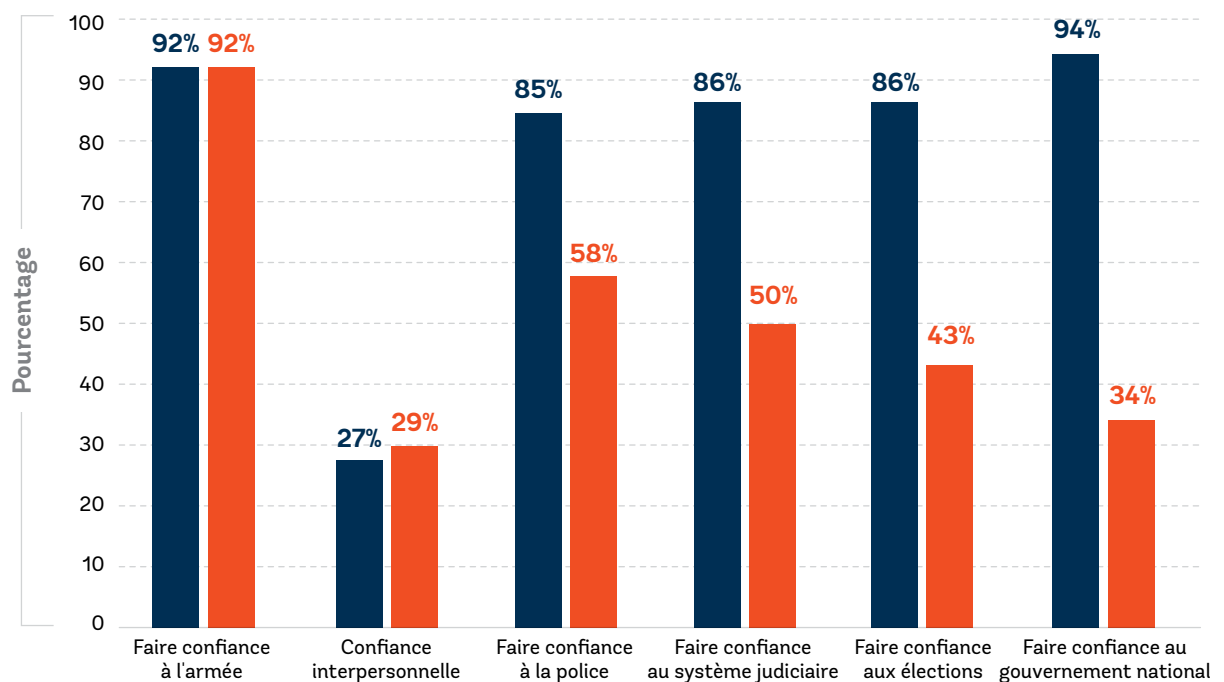
Figure 0.10:

Les niveaux de la confiance placée dans le gouvernement et le processus électoral se sont effondrés depuis la Révolution

Pourcentage de la population, 2010 vs 2020

Legend: ■ 2010 ■ 2020

Source: Données Gallup World Poll



Rétablir la Confiance et Répondre aux Aspirations des Citoyens

Si le pays ambitionne de préserver ses acquis démocratiques – quoique fragiles – et de répondre aux revendications de ses citoyens, il est aujourd’hui plus que jamais urgent de remettre la transition sur la bonne voie

Les aspirations et l’optimisme dont les Tunisiens ont fait preuve au lendemain de la Révolution ont rapidement tourné au mécontentement et à la méfiance. Cette situation s’explique largement par le compromis politique qui lui est sous-jacent. Ce compromis - qui dans un premier temps a aidé à assurer la transition - s’est ensuite fortement fragmenté jusqu’à ne plus être en mesure d’honorer les promesses formulées ou de couper avec les pratiques de captation des rentes qui ont longtemps empêché l’économie de créer des emplois et de générer de la croissance.

Il est aujourd’hui urgent de redynamiser le modèle économique tunisien, devenu un risque pour la transition démocratique. Le recul des résultats du développement et le prolongement de la transition politique placent la Tunisie devant une double crise constitutionnelle et économique qui risque, en retour, de compromettre les acquis démocratiques – quoique fragiles – que le pays est arrivé à réaliser. Le changement de paradigme en faveur de la mise en place d’un cercle vertueux gagnant-gagnant exige, sur le court terme, le déploiement de gros efforts visant à parvenir à un consensus autour de la conception et de la mise en œuvre des réformes, d’une part et à apporter des gains tangibles, à rétablir la confiance et à relancer la dynamique, d’autre part. Il est important que le temps et la latitude acquis grâce à ces mesures soient mis à profit de l’élaboration d’une vision de redynamisation de la performance socioéconomique du pays.

Le présent DSP propose quatre voies à suivre pour la reconstruction et la réalisation des aspirations des citoyens. Les deux premières voies proposées mettent l’accent sur la nature centralisée du compromis politique et les implications qui sont les siennes sur les résultats de développement. L’objectif principal de ces deux voies consiste à exploiter à bon escient les doléances des citoyens (Voie 1) et à mettre en place des institutions plus inclusives (Voie 2). Ces voies sont estimées fondamentales, en cela qu’elles doivent permettre – au fil du temps – de donner à la Tunisie plus de latitude pour mener à bien son programme de réponse aux revendications citoyennes. Au titre de ce programme, le DSP accorde la priorité à deux autres voies estimées – elles aussi - essentielles à la satisfaction des aspirations des citoyens : faire évoluer l’économie vers une croissance tirée par la productivité (Voie 3) et renforcer l’inclusion (Voie 4).

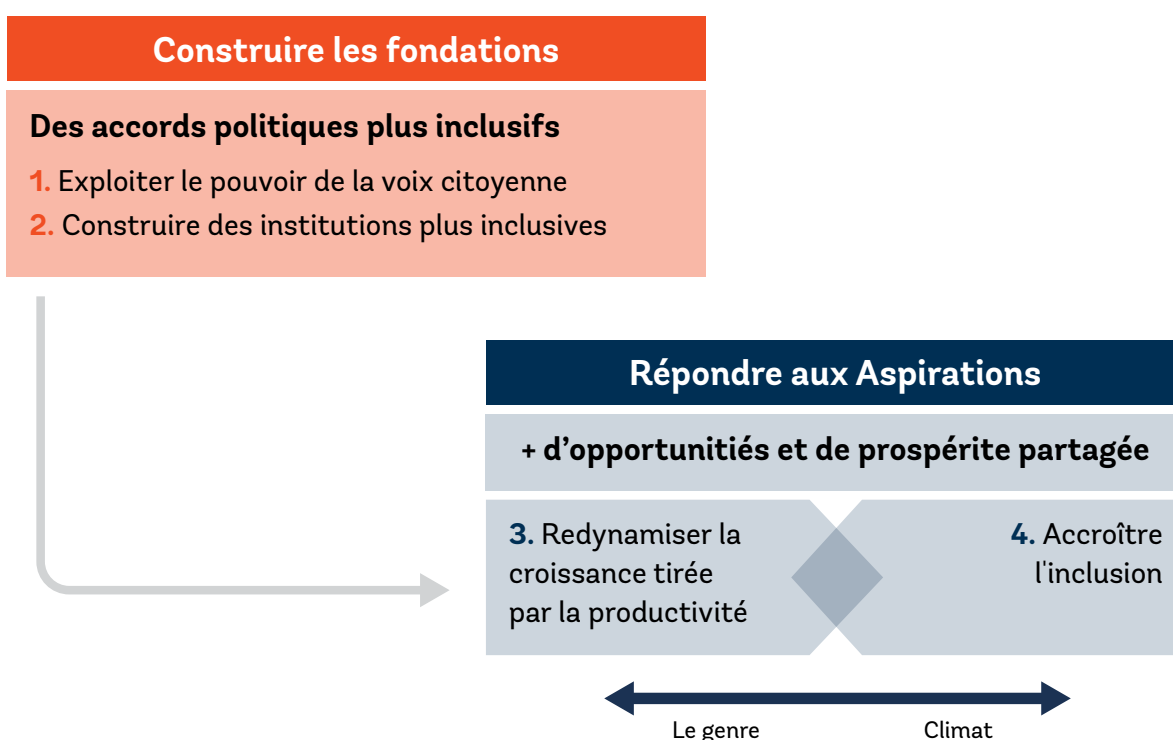
Voies propices à la mise en place des bases nécessaires à la formulation d'un scénario positif

Le présent DSP postule que le rétablissement de la confiance et la satisfaction des aspirations des citoyens tournent nécessairement autour de deux principaux axes : la mobilisation du pouvoir des voix citoyennes et la mise en place d'institutions plus inclusives. Les acquis démocratiques que la Tunisie a pu réaliser tout au long de la décennie passée sont sans précédent dans la région. Toutefois et à bien des égards, le compromis politique établi au lendemain de la Révolution continue de poser problème au développement du pays. Le traitement des questions sous-jacentes à la situation demande du temps : de par le monde, la réussite des transitions démocratiques s'est toujours étalée sur des décennies et suivi des parcours jalonnés de revers.

1. La première voie fondamentale fait fond sur les compétences civiques du pays et estime qu'il y a encore beaucoup à tirer de la **mise à profit du pouvoir des voix citoyennes**, notamment par la participation civique, la transparence et le renforcement de la gouvernance locale. Primo, il importe de protéger et de renforcer les progrès réalisés en matière de transparence et d'accès à l'information, par l'amélioration, entre autres, de l'accès des citoyens aux informations relatives à la quantité et à la qualité des services fournis au niveau local. Secundo, on sait que de nombreuses pratiques extractives et dysfonctionnelles induisent des coûts très élevés mis à la charge de la société - toutes classes confondues - et produisent des bénéfices qui ne sont récoltés par de petits groupes d'intérêt / groupes interdépendants. La publication des coûts et des implications distributives des «accords» non optimaux peut aider à s'allier les voix des citoyens. Tertio, il est recommandé de tenir compte de toutes les idées et de toutes les opinions - même si elles peuvent être contestées à court terme - et d'investir dans la préparation aux temps "difficiles" et à toute éventuelle crise pouvant éclater dans le futur. A cette fin, la mise en place de dispositifs institutionnels capables d'épauler le travail indépendant - selon une vision à moyen et long terme du développement socio-économique - peut contribuer à préparer le terrain pour le futur.
2. La deuxième voie fondamentale s'intéresse à la **mise en place d'institutions plus inclusives**, régies par les normes de transparence et d'impartialité et capables d'offrir aux citoyens un accès équitable aux services publics (en rupture avec les pratiques de clientélisme, de pactes et de connexions politiques). Cela revient à dire qu'il est important de mettre en place des institutions publiques centrées sur le citoyen. Le présent DSP montre à quel point les populations vulnérables, notamment celles des régions rurales et défavorisées, sont dans l'incapacité d'accéder systématiquement à des services publics de qualité et comment la crise sanitaire n'a fait qu'exacerber cette réalité. La numérisation de l'économie et de l'administration publique

peut aider à faire face à l'ensemble de ces problématiques, sans pour autant s'arrêter aux solutions exclusivement technologiques : la gouvernance des institutions publiques doit, elle aussi, changer et adopter une orientation centrée sur le citoyen. Les interventions prévues portent, entre autres, sur : (i) la numérisation des services publics destinés aux citoyens (notamment l'éducation, la protection sociale, la santé et l'agriculture) et (ii) les réformes nécessaires à la numérisation de l'économie.

Figure 0.11: Voies suggérées par le DSP



Voies propices à la satisfaction des aspirations des citoyens

Il s'agit de voies qui, fondamentalement, peuvent servir de tremplin à l'élaboration d'un scénario positif propice au renforcement des institutions et à leur réforme. Il s'agit de créer les conditions favorables à la réalisation des deux autres voies prévues pour répondre aux aspirations des citoyens : faire évoluer l'économie vers une croissance tirée par la productivité et renforcer l'inclusion.

1. Le déclin **de productivité et de croissance** qui gangrène l'économie tunisienne est synonyme de perte de potentiel économique, en raison de nombreuses années de sous-investissement dans le capital productif et l'innovation, du manque d'ouverture et de concurrence sur les marchés et de

la détérioration des capacités commerciales. L'impact de ces conditions peu propices à l'épanouissement du secteur privé a été des plus sévères, limitant l'entrée, la croissance et la survie des entreprises dans de nombreux secteurs. Pour inverser la donne et améliorer la productivité, la Tunisie est appelée à engager de profondes réformes structurelles capables de lever les nombreuses barrières qui entravent la concurrence, moderniser le secteur financier, attirer plus d'investissements étrangers directs, mobiliser les financements climatiques et promouvoir l'innovation. Il y a également urgence à renforcer les capacités commerciales du pays, notamment par l'introduction de services commerciaux modernes et l'approfondissement de l'intégration commerciale tout au long de la chaîne de valeur mondiale.

2. Le renforcement de **l'inclusion** est tout aussi crucial pour la stabilité de la transition. Cela implique un accès équitable aux opportunités économiques et une amélioration des conditions de vie des citoyens. Il s'agit, plus particulièrement, d'améliorer les compétences et les résultats de l'éducation, notamment dans les régions intérieures et rurales, de sorte à élargir l'accès aux avantages de la croissance future. Dans le même ordre d'idées, on s'attend à ce que les mesures prévues pour appuyer la participation des femmes au marché du travail réduisent les disparités hommes-femmes et contribuent davantage à la productivité et à la croissance. L'atténuation des disparités en matière de connectivité et de prestation de services permet d'améliorer les conditions de vie et de contribuer à la réalisation de meilleurs résultats en matière de bien-être, augmentant ainsi les opportunités et assurant une plus grande cohésion sociale.

Le Tableau 0.1, ci-dessous, récapitule les priorités stratégiques prévues par ces deux voies, ventilées selon trois critères : l'espace politique, la capacité technique et l'impact potentiel et explique la complexité des défis auxquels la Tunisie est confrontée. Les domaines jugés prioritaires – à fort impact potentiel sur l'amélioration des opportunités et du bien-être partagé – sont presque tous confrontés à d'importants obstacles en lien avec l'espace politique ou les capacités de l'Etat. C'est pourquoi il est nécessaire d'aboutir à un compromis politique plus favorable et à mettre en place des institutions plus inclusives et propices au progrès.

Ces défis, quoique considérables, peuvent être surmontés par la persévérance des citoyens et des dirigeants et leur détermination à réaliser les aspirations de leur révolution. Pourtant, nul ne peut écarter le risque que le statu quo se prolonge encore. Ce scénario, dans lequel le compromis politique reste instable, fragmenté et exclusif, plonge le pays dans un immobilisme permanent, l'empêche de relever les défis économiques et sociaux auxquels il est confronté et l'entraîne dans une spirale descendante qui trouble sa transition.

Tableau 0.1: Voies de réflexion - ventilées selon l'espace politique, la faisabilité et l'impact

Source: Personnel de la Banque Mondiale

	Espace politique	Faisabilité	Impact
Priorités Stratégiques	Besoin d'un compromis politique plus inclusif / institutions plus inclusives	Obstacles liés aux capacités de l'Etat / à la complexité des réformes	Augmentation potentielle des opportunités et du bien-être partagé
Axe: Favoriser la croissance tirée par la productivité			
Augmenter les investissements des PME et améliorer l'accès au financement	Elevée: la nécessité de mettre en place une vision partagée de la transition socioéconomique pour pouvoir engager des réformes efficaces au niveau du système bancaire et remédier au vide réglementaire (i) il n'est pas exclu que l'intensification de la concurrence entre banques rencontre une certaine résistance	Modérée: (i) le processus de traitement des lacunes qui existent au niveau du cadre juridique et réglementaire peut être long et compliqué, combinant réformes juridiques et mesures techniques : (ii) quelques-uns des domaines de réforme sont techniquement complexes, ce qui rend leur assimilation difficile par le législateur et le grand public.	Très élevée: Très élevée : le comblement du déficit de financement des PME, estimé à 6,87 milliards de dollars (16% du PIB), peut donner lieu à une forte croissance et à la création de plus d'emplois (notamment dans les villes secondaires où l'investissement privé est modeste)
Améliorer l'innovation au niveau des entreprises	Faible: une vision partagée de la transition socioéconomique peut être favorable à l'élaboration d'un agenda d'innovation coordonné. Les politiques d'innovation, qui profiteraient à de nombreuses entreprises, notamment à celles déjà en activité, peuvent rencontrer une certaine résistance.	Faible: (i) la formulation d'un agenda national d'innovation peut s'avérer complexe en raison du grand nombre et de la fragmentation des initiatives. Mais il s'agit d'un agenda consensuel qui ne devrait pas rencontrer de résistance, (ii) un avantage comparatif commence à émerger au niveau de certains secteurs comme le secteur électronique, le secteur des produits pharmaceutiques et le secteur des équipements de précision, laissant suggérer l'existence de capacités latentes.	Elevée: la priorité est accordée à l'accélération de la productivité et à la capitalisation sur la croissance dans les secteurs émergents
Renforcer les capacités commerciales	Elevée: l'éventuelle résistance au changement qui peut émaner des entreprises publiques (et de leurs syndicats respectifs) peut entraver la modernisation des services commerciaux. Cela exige un basculement vers une vision partagée autour de la nécessité de renforcer les capacités commerciales et d'engager des réformes anticorruptions, en vue de couper avec les intérêts exclusifs/extractifs et d'en finir avec la résistance témoignée aux réformes	Elevée: (i) l'amélioration des moyens de transport et de la logistique est coûteuse, (ii) l'approfondissement de l'intégration commerciale et la consolidation des conventions est un processus procédural et technique long et compliqué.	Elevée: la possibilité, pour la Tunisie, d'augmenter son potentiel d'exportation et d'améliorer la productivité et la croissance des entreprises non exportatrices par la réduction des barrières aux échanges

...le tableau continue page suivante

	Espace politique	Faisabilité	Impact
Priorités Stratégiques	Besoin d'un compromis politique plus inclusif / institutions plus inclusives	Obstacles liés aux capacités de l'Etat / à la complexité des réformes	Augmentation potentielle des opportunités et du bien-être partagé
Axe: Favoriser la croissance tirée par la productivité			
Améliorer la contestabilité des marchés / la concurrence	Elevée: l'éventuelle résistance qui peut émaner des acteurs qui profitent de l'absence de concurrence et de l'opacité du système d'octroi des autorisations. Cela exige un basculement vers une vision partagée autour de la nécessité d'ouvrir les marchés et d'uniformiser les règles du jeu. Il en est de même pour les réformes relatives à la transparence et la lutte contre la corruption, dont le but consiste à couper avec les intérêts exclusifs/extractifs et à en finir avec la résistance témoignée aux réformes	Modérée: (i) Des initiatives ont été prises (réforme de la loi sur la concurrence en 2015 et réforme réglementaire en 2018), mais beaucoup reste encore à faire en termes de mise en œuvre, (ii) la mise en œuvre des mesures de suivi nécessite de nombreuses réformes réglementaires, actuellement entravées par la fréquence des changements survenus au niveau du leadership.	Très élevée: la possibilité de booster l'investissement, l'innovation et la productivité.
... table continues next page			
Evoluer vers une croissance tirée par le secteur privé dans les régions défavorisées	Modérée: l'aboutissement à un large consensus autour de la nécessité de booster le développement régional et la réduction des disparités. La mise en œuvre doit pouvoir profiter de l'ouverture de la participation au dialogue national aux acteurs politiques locaux précédemment exclus et aux représentants des institutions	Modérée: (i) L'aboutissement à un consensus autour de la nécessité de booster le développement régional, (ii) les réformes de décentralisation ont déjà été engagées, mais d'autres initiatives et investissements ciblés sont à prévoir, pour améliorer la qualité et l'efficacité des services offerts et mettre à profit l'avantage absolu qu'offrent les régions défavorisées (iii) l'espace budgétaire réservé à l'investissement dans les régions plus compétitives / villes secondaires est limité.	Très élevée: les villes secondaires peuvent devenir d'importants pôles de développement régional dans les régions défavorisées, permettre de répondre aux aspirations des citoyens, d'améliorer leurs conditions de vie et de multiplier les opportunités économiques qui s'offrent à eux.
Assurer des finances publiques viables, par une consolidation budgétaire propice à la croissance	Elevée: reducing the public sector wage bill, lowering subsidy spending and widening the tax base will likely encounter resistance; however this could be partly mitigated by transitioning to a more targeted model of social assistance and improving revenue administration. A shared socioeconomic vision is needed to manage the trade-offs from fiscal consolidation.	Faible: le réformes clés, comme la réduction de la masse salariale du secteur public, la révision à la baisse des subventions et l'élargissement de l'assiette d'imposition correspondent aux capacités actuelles des autorités et peuvent être davantage appuyées par l'assistance technique des partenaires de développement internationaux. A l'inverse, les réformes des entreprises publiques peuvent s'avérer complexes, (ii) compte tenu de la nature centralisée du système de finances publiques, des difficultés peuvent émerger au niveau de la coordination.	Très élevée: le rééquilibrage des finances publiques peut libérer des ressources et les affecter à l'investissement public en vue de créer plus de croissance
... table continues next page			

	Espace politique	Faisabilité	Impact
Priorités Stratégiques	Besoin d'un compromis politique plus inclusif / institutions plus inclusives	Obstacles liés aux capacités de l'Etat / à la complexité des réformes	Augmentation potentielle des opportunités et du bien-être partagé
Axe: Améliorer l'inclusion			
Amélioration de la participation des femmes au marché du travail	Modérée: les grands progrès réalisés en termes d'éducation des filles confirment l'existence d'une base propice à cette réforme. Ceci dit, la mise en œuvre doit pouvoir profiter de l'ouverture de la participation au dialogue national aux associations de femmes et aux représentants des institutions	Modérée: (i) La Tunisie est déjà parvenue à combler les disparités hommes-femmes en matière d'éducation. Près des deux tiers des étudiants universitaires sont des étudiantes, (ii) il convient de déployer plus d'effort pour lutter contre les normes et pratiques sociales, assurer la protection juridique et reformer les lois et réglementations discriminatoires	Elevée: amélioration de la productivité et de l'inclusion et élargissement du dividende démographique
Amélioration des possibilités d'apprentissage et de développement des compétences dans les régions défavorisées	Faible: la mise en œuvre doit pouvoir profiter de l'ouverture de la participation au dialogue national aux jeunes et aux habitants précédemment exclus, ainsi qu'aux représentants des institutions	Elevée: (i) la nécessité d'établir plus de coordination entre niveau central et niveau local pour consolider les résultats de l'éducation, (ii) limiter l'espace budgétaire pour canaliser plus de ressources vers les régions défavorisées et rééquiper les écoles et les enseignants, (iii) l'importance de la situation socioéconomique des ménages dans les résultats de l'apprentissage rappelle combien il est important d'améliorer les conditions de vie dans ces régions	Très élevée: atténuation de l'inadéquation des compétences dans les régions défavorisées et promotion de la croissance et de l'inclusion
Amélioration de l'accès à des services de qualité	Faible: la mise en œuvre doit pouvoir profiter de l'ouverture de la participation au dialogue national aux jeunes et aux habitants précédemment exclus, ainsi qu'aux représentants des institutions	Elevée: (i) la nécessité d'établir plus de coordination entre niveau central et niveau local pour consolider les résultats de l'éducation (ii) les ressources disponibles sont limitées (contraintes budgétaires), (ii) la nécessité d'améliorer la performance des entreprises publiques de services, à l'instar de la STEG ou de la SONEDE, (iv) d'autres réformes sont nécessaires pour la pleine opérationnalisation du cadre institutionnel décentralisé	Très élevée: satisfaction des aspirations des citoyens en termes d'inclusion, d'amélioration des conditions de vie et de rétablissement de la confiance

Tunisie - Diagnostic Systématique Pays

Réhabiliter la confiance et répondre aux
aspirations des citoyens - Pour une Tunisie
plus prospère et inclusive

Sommaire Exécutif